

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 juin 2025

P JL REFONDATION DE MAYOTTE - (N° 1573)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 515

présenté par

Mme Bamana, M. Allisio, M. Amblard, Mme Auzanot, M. Ballard, M. Barthès, M. Baubry, M. Beaurain, M. Bentz, M. Bernhardt, M. Bigot, M. Bilde, M. Blairy, Mme Blanc, M. Boccaletti, Mme Bordes, M. Boulogne, Mme Bouquin, M. Bovet, M. Buisson, M. Casterman, M. Chenu, M. Chudeau, M. Clavet, Mme Colombier, Mme Da Conceicao Carvalho, M. de Fleurian, M. de Lépinau, Mme Delannoy, M. Dessigny, Mme Diaz, Mme Dogor-Such, M. Dragon, M. Dufosset, M. Dussausaye, M. Dutremble, M. Evrard, M. Falcon, M. Florquin, M. Fouquart, M. Frappé, M. Gabarron, Mme Galzy, M. Gery, M. Giletti, M. Gillet, M. Christian Girard, M. Golliot, M. Gonzalez, Mme Florence Goulet, Mme Grangier, Mme Griseti, M. Guibert, M. Guinot, M. Guitton, Mme Hamelet, M. Houssin, M. Humbert, M. Jacobelli, M. Jenft, M. Jolly, Mme Joncour, Mme Josserand, Mme Joubert, Mme Laporte, Mme Lavalette, M. Le Bourgeois, Mme Le Pen, Mme Lechanteux, Mme Lechon, Mme Lelouis, Mme Levavasseur, M. Limongi, M. Lioret, Mme Loir, M. Lopez-Liguori, Mme Lorho, M. Lottiaux, M. Loubet, M. David Magnier, Mme Marais-Beuil, M. Marchio, M. Markowsky, M. Patrice Martin, Mme Martinez, Mme Alexandra Masson, M. Bryan Masson, M. Mauvieux, M. Meizonnet, M. Meurin, M. Monnier, M. Muller, Mme Mélin, Mme Ménaché, M. Ménagé, M. Odoul, Mme Parmentier, M. Perez, M. Pfeffer, Mme Pollet, M. Rambaud, Mme Ranc, M. Rancoule, M. Renault, Mme Rimbart, M. Rivière, Mme Robert-Dehault, Mme Roullaud, Mme Roy, Mme Sabatini, M. Sabatou, M. Salmon, M. Schreck, Mme Sicard, M. Taché de la Pagerie, M. Jean-Philippe Tanguy, M. Taverne, M. Tesson, M. Tivoli, M. Tonussi, M. Villedieu, M. Vos et M. Weber

ARTICLE 27

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Après l'alinéa 8, insérer l'alinéa suivant :

« Une part du fonds de soutien est réservée au financement de la formation initiale et continue des personnels intervenant dans les activités périscolaires, notamment les animateurs et aides périscolaires recrutés par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale mentionnés au présent article. Cette formation est organisée en lien avec les centres de formation agréés et les partenaires de l'éducation populaire présents à Mayotte. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à introduire une obligation de fléchage d'une part du fonds vers la formation. Le développement d'une offre périscolaire de qualité à Mayotte suppose non seulement des financements pour les activités, mais aussi la professionnalisation des personnels encadrants, en particulier les aides périscolaires, qui sont aujourd'hui souvent recrutés sans formation adaptée.

Dans un territoire où les besoins éducatifs sont immenses, et où les collectivités manquent de cadres qualifiés, il est indispensable de structurer une offre de formation pour ces intervenants : sécurité des enfants, développement de compétences socio-éducatives, appui à la maîtrise de la langue, etc.

En lien avec les structures existantes (centres de formation, ligues de l'enseignement, fédérations d'éducation populaire, etc.). Il contribue ainsi à la montée en compétence des équipes, à la sécurisation des parcours professionnels, et à la réussite des projets éducatifs territoriaux (PEDT).